

LUTTES SOLIDAIRES AVEC LES MI-GRANTS: REFUGEES WELCOME!...

Ceux qui s'intéressent à la cause des migrants dans ce pays le savent: l'indignité est le premier mot qui vient, à l'évocation du traitement de ces populations par l'État, en 2017.

Après le démantèlement de la «*jungle*» de Calais, des milliers de personnes sont réparties sur le territoire. Dans le Gard, les CAO (*Centre d'accueil et d'orientation*) en accueillent également. Dans les deux CAO de Nîmes, une centaine de ressortissants soudanais sont encore là, fin 2016. Mais ils s'inquiètent pour leur situation. Essentiellement arrivés en Europe par l'Italie d'où parviennent des témoignages de migrants maltraités dans les camps, ils s'inquiètent d'y être raccompagnés.

Il existe une procédure dite «*de Dublin*» qui stipule notamment qu'un pays peut renvoyer un migrant vers le premier pays d'Europe par lequel il est enregistré pour la première fois. Or, en 2016, lors du démantèlement à Calais, le ministre de l'intérieur Cazeneuve avait déclaré qu'il n'y aurait pas d'expulsion des réfugiés tant qu'ils étaient hébergés dans des CAO. Divers préfets appliquent d'ailleurs cette directive. Pourtant, à Nîmes, la réalité est très différente et des associations sociales s'activent pour tenter de rencontrer le préfet puisque des Soudanais reçoivent leurs documents de routage. Le *Secours catholique* puis le réseau *Anaïs 30* (qui regroupe des structures à vocation sociale) demandent une entrevue avec le préfet afin qu'il n'applique pas cette mesure dite «*dublinage*». Silence radio du côté de la préfecture. Un premier rassemblement le 17 mars aboutit à ce que près de cent personnes manifestent leur inquiétude pour les Soudanais. Mais toujours pas de réaction du représentant de l'État. Une campagne visant les services préfectoraux à coup d'e-mails, SMS ou lettres est alors lancée, avec un certain succès. Dans le même temps, une manifestation est annoncée pour le 30 mars à Nîmes. Celle-ci se tiendra en rassemblant plus de 400 personnes, Soudanais en tête, derrière la banderole «*Refugees welcome, stop expulsions*». Un *die-in* et une minute de silence seront même observés sur le parvis des Arènes à la mémoire des migrant(e)s morts sur la route de l'exil ou au cours de leur retour forcé.

UN PRÉFET INDIFFÉRENT

Cette campagne qui se traduit par un mouvement inespéré ne fait pourtant pas évoluer la situation: les premiers Soudanais sont raccompagnés vers les aéroports, d'autres refusent, d'autres encore décident de quitter le CAO sans plus attendre et deviennent de fait sans-papiers, donc expulsables à tout moment. Mais ils savent que s'ils sont ramenés vers l'Italie, c'est un des plus courts chemins vers le Soudan, qu'ils ont pourtant fui.

Le réseau *Anaïs 30* a décidé de continuer à demander une entrevue au préfet, et a organisé durant les vacances scolaires d'avril, un piquet quotidien devant la préfecture avec tracts et banderoles. Des dizaines de personnes se sont ainsi relayées pour montrer leur détermination, et peut-être conserver la mobilisation jusqu'à la rentrée scolaire du 18 avril, persuadés que ce qui se passe aujourd'hui avec des Soudanais se reproduira avec d'autres migrants, plus tard. C'est une lutte sur le long terme qui s'engage là. Le dialogue noué avec les passants à partir du tract permet également de battre en brèche une idée répandue: le public touché est globalement compréhensif à l'égard des migrants et de la lutte que nous menons. Le 4 mars, le préfet du Gard a enfin déclaré par lettre qu'il ne retirerait pas les procédures en cours, et qu'il ne voyait pas d'utilité à rencontrer une délégation du réseau *Anaïs* et de ses soutiens.

Naturellement, les situations décrites plus haut sont partagées par des milliers de réfugiés provenant de

Calais. Et le fait est que la mobilisation nîmoise a peut-être aidé à rendre visible un mouvement de mécontentement qui commence à émerger, concernant le sort et le traitement des réfugiés, sous le coup de l'application de la circulaire «*Dublin*». Car les soutiens des réfugiés sont confrontés aux mêmes injustices qui frappent aussi ceux et celles que l'on commençait parfois à installer ici avec des cours d'alphabétisation, des parrainages, des dépôts de dossiers de prisonniers politiques, des logements trouvés, parfois du travail,...

L'ENTRAIDE ET LA LUTTE COLLECTIVE

Cette situation faite aux Soudanais de Nîmes met en contradiction les intentions officielles affichées et leur application sur le terrain. Comment taire le fait par exemple, que les gestions des CAO relèvent d'appels d'offres emportés par des structures sociales privées qui adaptent l'accompagnement des réfugiés au niveau des prestations qui sont toujours tirées vers le bas, concurrence oblige? Ce qui se manifeste par exemple par un personnel insuffisant, des cours d'alphabétisation budgétés mais qui n'ont pas lieu, l'absence de traducteurs... Sur un autre sujet, les exemples de migrants mineurs livrés à eux mêmes ou insuffisamment entourés et accompagnés lorsqu'ils sont dans des structures d'accueil sont nombreux. Suffisamment pour considérer que là aussi, l'État français conduit une politique indigne. Que dire enfin de ces familles, parfois avec enfant, se retrouvant à la rue parce qu'elles ont épuisé les recours administratifs, de plus en plus limités?

Mais au silence assourdissant de la plupart des organisations syndicales, associatives, politiques... disons «*progressistes*» de ce pays sur la question des réfugiés, répond une petite musique qui monte... Celle des gens ordinaires, de toutes origines et de toutes convictions, qui s'organisent pour dire: «*ça suffit!*».

Dans les Cévennes par exemple, un réseau se structure pas à pas, pour, à partir de situations concrètes, partager de l'information bien sûr, et échanger sur des besoins similaires: accompagnements administratifs des migrants, interpellations d'élus, liens à nouer avec les CAO, fournir hébergement et matériel d'urgence, actions directes pour empêcher des expulsions, médiatisation de la lutte, collecte de fonds, scolarisation...

A Nîmes, en attendant que le réseau *Anaïs 30* fasse paraître une lettre ouverte qui s'en prendra directement au préfet, un collectif d'individus tente de se mettre en place à son tour. Il aura la lourde charge de maintenir un niveau d'engagement qui fut exceptionnel pour les Soudanais. Il sera la continuation d'une lutte et pourrait rejoindre d'autres comités locaux qui devront se mettre en réseau et échanger pour mieux résister. Il paraît évident que ce collectif, libéré des contraintes institutionnelles qui pèsent sur les initiateurs de la lutte, doit envisager diverses stratégies pouvant aller jusqu'à la désobéissance. Il y a là de la place pour des stratégies différentes et convergentes, reflet de la pluralité de ce peuple qui prend fait et cause pour les migrant(e)s; c'est peut-être là une nouvelle formule de la diversité des tactiques chère au mouvement anti-globalisation des années 2000. C'est en tous cas les réactions d'hommes et de femmes considérant que, quelles que soient ces lois qui sont influencées par les vociférations des politiciens, les migrants méritent un accueil digne, au-delà de nos langues et de nos origines. *Refugees welcome!*

Daniel,
Groupe Gard-Vaucluse.
